

Mairie de Mer
41500 MER
Tél 02 54 81 40 80

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MER,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2122-22, L. 2223-3 et L.2223-13,

VU la délibération n° 2020/27 du Conseil Municipal en date du 9 juillet 2020 autorisant le Maire par délégation à prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières,

VU la délibération du Conseil municipal n°2021/10 en date du 2 février 2021 fixant les tarifs des différentes concessions,

VU la délibération du conseil municipal n°2021/9 en date du 2 février 2021 relatif au règlement intérieur des cinq cimetières de la commune de MER, applicable le 8 février 2021.

Objet :

Renouvellement d'une case de columbarium familiale au Nouveau Cimetière

Columbarium 1A case 8

Durée : 15 ans

CONSIDÉRANT la demande présentée par Madame Patricia LORGEUX domiciliée 11 rue Ernest Dupuy à Fondettes (Indre-et-Loire), tendant à obtenir le renouvellement de la case n°8 du columbarium n°1A dans le nouveau cimetière de Mer pour y fonder la sépulture de Monsieur Robert LORGEUX et la famille.

Nos réfs. :
AG_DEC_LR_2022_11

DÉCIDE

Article 1er : Il est accordé dans le nouveau cimetière de Mer le renouvellement de la case n°8 du columbarium n° 1A pour y fonder la sépulture de Monsieur Robert LORGEUX et la famille, à compter du 21 décembre 2022 et expirant le 20 décembre 2037, située :

- Columbarium : 1A
- Case n° 8
- N° de registre : 3629
- Tarif : 625.19 €.

Envoyé en préfecture le 03/02/2022
Reçu en préfecture le 03/02/2022
Affiché le 
ID : 041-214101362-20220201-AG_DEC_2022_11-AR



Le Maire

Vincent ROBIN

Article 2 : Cette concession est accordée au titre de concession renouvelée.

Article 3 : *Le concessionnaire est tenu de respecter dans toutes ses dispositions le règlement intérieur des cimetières. En cas d'infraction constatée, un procès-verbal sera établi et envoyé aux autorités judiciaires compétentes en cas d'échec de la voie amiable.*

Article 4 : Le renouvellement de la case de columbarium est attribué moyennant la **somme totale de six cent vingt-cinq euros et dix-neuf centimes** qui sera versée directement au receveur municipal en application de la délibération du conseil municipal n°2021/10 en date du 2 février 2021.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 : Ampliation de la présente décision est effectuée auprès de :

- Monsieur le Préfet de Blois,
- Madame Patricia LORGEUX, Titulaire supplémentaire,
- Service des archives de la Mairie,
- Monsieur le percepteur.

Celle-ci sera en outre inscrite au registre des délibérations du Conseil Municipal et il en sera rendu compte au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

Le Maire soussigné certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de l'acte.

Fait à MER, le 1^{er} février 2022

Envoyé en préfecture le 03/02/2022
Reçu en préfecture le 03/02/2022
Affiché le 
ID : 041-214101362-20220201-AG_DEC_2022_11-AR



Le Maire,


Vincent ROBIN